



05-04-2012

Partager les richesses, de qui se moque-t-on ?

En France, le pouvoir économique est détenu par 58 entreprises géantes dont le chiffre d'affaire de chacune dépasse 7,5 milliards d'euros. Elles emploient près de 7 millions de salariés. Elles détiennent à elles seules 80% des capitaux à la Bourse de Paris.

Qui sont leurs propriétaires et leurs principaux managers ? Ils sont au maximum un millier de dirigeants. Ainsi un petit millier de personnes décident de la stratégie de ces entreprises géantes, qui ont le plus souvent des liens financiers entre elles. Ce sont ceux là qui dirigent la politique de la France et personne d'autre !

Ayant la mainmise sur l'économie nationale elles ont, par la même occasion le pouvoir politique en main quel que soit le Président en place. C'est sous Sarkozy qu'en 2010, en une seule année, 210 milliards de profits des seules entreprises industrielles sont allés dans la poche des actionnaires (l'équivalent de 60% du budget national !) alors que seulement 182 milliards ont été investis dans l'économie par ces mêmes entreprises.

Les baisses de cotisations sociales des sociétés, la suppression de la taxe professionnelle, les baisses d'impôts sur les sociétés ont atteint des proportions scandaleuses. L'impôt sur les bénéfices pour les grandes entreprises est seulement de 13% après avoir été de 50%. Plus de 40 milliards d'euros par an (soit 15% du budget) sont versés aux « créanciers de l'Etat », c'est le 2^{ème} poste du budget national après l'Education Nationale et équivalent à celui de l'armée. Qui sont ces « créanciers » ? Les mêmes qui chaque année touchent des centaines de milliards de profits, fruit du travail des salariés. Où vont ces milliards ? Ils vont nourrir les échanges spéculatifs qui sont, au minimum 70 fois supérieurs aux investissements consacrés à la production. Chaque année des milliards pourraient être récupérés pour augmenter les salaires, développer l'économie et créer des emplois, développer la Sécurité Sociale. Les 10 plus gros bénéfices de 2011, réalisés par des firmes du CAC 40 représentent près de 50 milliards.

Quand Hollande raconte que son seul ennemi c'est »le marché « c'est parce qu'il ne veut surtout pas toucher à ceux qui en sont maîtres,

derrière le marché il y a la main de ceux qui le dirigent, ceux qui sont à la tête des grands groupes capitalistes. Il est impossible de « moraliser » le marché, sans s'attaquer à ceux-là.

Quand Mélenchon déclare que « la seule question posée c'est le partage des richesses », pense-t-il vraiment que les groupes capitalistes qui dirigent le pays accepteraient d'obéir à ses injonctions ? Ne sait-il donc pas que le capitalisme ne partage pas les richesses et qu'il ne recule que sous la pression des luttes ?

La seule question aujourd'hui, c'est que l'action des travailleurs et du peuple soit assez puissante pour contraindre les forces du capital à augmenter les salaires, créer des emplois pour développer l'économie etc... Cela ne se fera pas par des incantations contre les marchés ou pour le partage des richesses. Reprendre une partie de ce qui nous appartient, empêcher le capitalisme de nous spolier à nouveau, instaurer dès que possible le socialisme dans notre pays, **c'est ça la lutte des classes !**

www.sitecommunistes.org